

Taxe d'accise—Loi

Le gouvernement se prive de recettes. Il laisse subsister toute une série d'abattements fiscaux qui se pratiquent sans pièces justificatives. Il y a ainsi des milliards de dollars de recettes qui s'évanouissent. Un économiste, terre-neuvien je pense, a effectué récemment une étude faisant voir que chaque dollar de recettes fiscales qui est abandonné ne provoque que 21c. d'investissements nouveaux. Il faut donc s'interroger sur l'efficacité des abattements fiscaux quand chaque dollar dépensé ne produit que 21c. d'investissement. Cette solution ne me paraît guère économique, parce qu'à tout coup elle fait perdre de l'argent.

Le projet de loi en discussion, qui vise à modifier la Loi sur la taxe d'accise, n'est qu'une série d'augmentations d'impôt. La mesure découle d'un certain nombre de budgets, dont quelques-uns ont été qualifiés de documents de réforme fiscale, mais à tout prendre, réformer la fiscalité pour les conservateurs c'est augmenter les impôts. Le fardeau fiscal de la famille canadienne ordinaire a augmenté au cours des quelques dernières années, depuis l'entrée en fonction du gouvernement conservateur, et cette mesure législative constitue la mise en oeuvre d'une politique en ce sens. Il n'y a aucun moyen de justifier des augmentations d'impôts sans pouvoir dire au préalable que chacun paie sa juste part. Or nous savons qu'au Canada des sociétés rentables réussissent à ne pas payer d'impôts. Des sociétés qui font des bénéfices ne paient pas d'impôts et finissent même par obtenir des crédits d'impôts et donc à garnir leurs coffres au dépens des familles canadiennes ordinaires. C'est injuste. Il faut que cela cesse et pour y arriver, il faut relever nos vis-à-vis de leurs fonctions. La chose ne saurait tarder et elle se produira dès que le premier ministre aura eu le courage de déclencher les prochaines élections.

● (1550)

Je souhaiterais donc que le gouvernement conservateur admette que lorsqu'il parle de réforme fiscale, il parle en réalité d'augmentations d'impôts. Il aurait alors au moins le mérite de la franchise et de l'honnêteté. Il devrait faire marche arrière, renoncer à sa politique et alléger le fardeau fiscal des familles canadiennes ordinaires.

M. Shields: Madame la Présidente, je me demande si je pourrais poser une courte question à mon collègue. Il a débatté sur les impôts et les augmentations d'impôts. Pourtant c'est son parti qui, en appuyant le Programme énergétique national, a approuvé le transfert vers Ottawa de recettes fiscales de l'ouest du Canada, soit le plus énorme transfert du genre jamais imposé à une région du pays dans toute l'histoire du Canada. Je me demande comment il peut concilier cela avec ce qu'il avance.

M. Keeper: Madame la Présidente, selon les renseignements dont je dispose, nous avons voté contre le Programme énergétique national. Le député devrait le reconnaître au lieu de tenter

de faire expier au Nouveau parti démocratique les vieux péchés du parti libéral.

Du même coup, j'en profite pour inviter le député à s'occuper du présent plutôt que du passé. Va-t-il expliquer à la Chambre comment il peut justifier que son gouvernement ait alourdi le fardeau fiscal des familles canadiennes ordinaires tout en laissant des sociétés rentables s'en tirer sans payer d'impôts? Comment peut-il justifier ces augmentations d'impôts, alors qu'il laisse échapper les sociétés qui font des bénéfices?

M. Shields: Madame la Présidente, il est vrai que le NPD a voté contre le Programme énergétique national, mais je voudrais renvoyer mon collègue aux *Débats* de la Chambre des communes du 23 octobre 1981, alors que le député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell) était critique en matière d'énergie. Il disait:

Je veux aujourd'hui lancer le débat sur les dispositions du bill C-48 relatives à la canadienisation. Ces dispositions sont au coeur même du Programme énergétique national. Ce sont celles qui font l'objet d'un flot sans précédent de critiques de la part de nos amis américains.

Je tiens, au nom de notre parti, à dire au gouvernement et indirectement au gouvernement américain, que les objectifs du Programme énergétique national obtiendront notre appui et celui du public, je crois, pourvu que l'on rende le projet de loi plus strict pour permettre à ce but de se concrétiser...

J'ai le regret de dire que certains indices donnent à penser qu'au cours des derniers jours, le gouvernement du Canada a relâché la mise en vigueur du Programme énergétique national et de ces objectifs à la suite des pressions exercées par le gouvernement américain.

Il est évident que si le NDP a voté contre le Programme énergétique national, ce n'était pas parce qu'il était contre, mais bien parce qu'il estimait que le gouvernement libéral n'allait pas assez loin. Comment explique-t-il cela ou que voulait-il dire?

M. Keeper: Madame la Présidente, je suis heureux que mon collègue reconnaisse que notre parti a voté contre le Programme énergétique national. Après avoir reconnu cela, il se livre à cette vieille tradition parlementaire qui consiste à prendre un ancien discours, à trouver un passage et à essayer d'embarrasser un collègue. Nous voyons cela tous les jours. Quelqu'un de ce côté lit ce que disait un ministre lorsqu'il était dans l'opposition, quelqu'un de l'autre côté lit ce que disait le leader de l'opposition (M. Turner) lorsqu'il était dans telle ou telle situation. Cela se fait constamment.

Puisque le député se livre à ce jeu, je vais lui faire remarquer une chose au sujet de la citation qu'il vient de lire et c'est qu'elle contenait des réserves. Il y avait l'expression «pourvu que». Manifestement lorsque mon collègue parlait à ce moment-là, il avait fixé certaines conditions. Je ne prétends pas connaître le contenu de tous les discours de tous mes collègues au cours des siècles.